Conférence Parmenides IX – GID-CIHEAM – Bari – octobre 2021
Gestion durable des bassins versants méditerranéens face aux impacts des changements sociétaux et climatiques

Yasmine Seghirate El Guerrab
Session 3 Rapport Gouvernance

La session 3 portant sur la gouvernance comportait 3 tables rondes et a réuni 12 intervenants aux profils très variés.

Nous avons eu une certaine hétérogénéité dans les disciplines mobilisées, les contenus et les formats de présentation.

Nous avons voyagé dans le temps et les espaces aussi. Autant vous dire que l'exercice de synthèse n'est pas simple. Il fait cependant ressortir des idées forces communes.

Il est clairement ressorti que les démarches multi-acteurs et les approches participatives permettaient de répondre à des problématiques considérées comme prioritaires par les diverses parties prenantes et de produire des plans intégrés et multi-échelles d'aménagement de territoire et de gestion de l'eau.

Avec M. Alberto Montanari nous avons pu comprendre l'intérêt de mobiliser l'approche des cercles de durabilité qui contribue à faire émerger des compromis décisionnels qui vont se trouver à l'intersection d'enjeux écologique, économique, politique et culturel, et qui vont permettre d'élaborer des politiques bottom-up, des « actions sans regrets » notamment grâce à la collaboration entre les scientifiques et les décideurs politiques.

A travers les présentations de Mme Anne Pressurot et M. Antoine Orsini nous avons pu avoir un bon aperçu des dynamiques de dialogue et de concertation multi partites qui sous-tendent le plan d'adaptation au changement climatique du bassin de Corse.

L'approche mobilisée pour élaborer la carte des vulnérabilités des territoires et des secteurs, pour rendre les systèmes plus résilients face aux changements annoncés est une illustration très claire du potentiel de la collaboration entre les scientifiques, les décideurs et les gestionnaires.

Elle permet de développer des opérations précises et adaptées aux spécificités locales pour une gestion durable de l'eau et son partage équitable. C'est très intéressant de voir comment les multiples casquettes de M. Orsini ont permis justement de créer de la confiance et de soutenir des collaborations entre des acteurs qui ont au départ des intérêts divergents.

M. Luigi Nardella nous a présenté le Consortium de la Capitanata que certains d'entre vous visiteront tout à l'heure. Ce Consortium avec ses spécificités en termes de gouvernance, de gestion publique-privée, de contributions des associés est tout à fait original.

Avant-gardistes et précurseurs, ses fondateurs et promoteurs, il y a presque un siècle déjà avaient saisi l'importance d'impliquer l'ensemble des parties prenantes du territoire pour programmer, planifier et superviser des actions qui permettent d'assurer la sécurité alimentaire et de développer des territoires ruraux.

M. Juan Sagardoy et Mme Patricia Pugliese nous ont livré des réflexions très intéressantes illustrées par des cas concrets de projets relatifs à l'intégration de la dimension du genre dans la gestion de l'eau, son potentiel et ses limites actuelles.

Loin des approches simplistes, ils ont mis en avant la dimension multi-dimensionnelle et complexe de ce concept ainsi que la nécessité de l'envisager dans une vision de long terme tant il y a un déficit majeur en termes de collecte et de traitement de données sexo-spécifiques et tant la mobilisation effective des décideurs reste insuffisante.

Encore aujourd'hui des pans entiers de politiques de développement rurale et agricole et des institutions restent aveugles à la dimension genre, confisquant ainsi des fenêtres d'opportunités pour une masse importante de personnes qui fait vivre le territoire et lui assure une certaine résilience.

Dans la continuité de ces reflexions sur le genre, Caroline Lejars nous a interpellé sur les questions d'engagement effectif des parties prenantes en particulier lorsqu'on souhaite associer une large part de citoyens aux processus décisionnels. Sa présentation a fait ressortir deux points fondamentaux : le renforcement de capacité et la formation des parties prenantes sur les domaines discutés et la nécessité d'appuyer ces approches par des processus d'évaluation participative.

Après les 2 premières tables rondes qui ont donc traitées des modèles et processus de dialogue et de concertation multi partie prenantes, nous avons eu une très riche table ronde autour des facteurs juridiques, économiques et financiers. La mise en perspective de ces différents facteurs nous a permis d'appréhender les connexions et interrelations à l'œuvre dans la gestion des bassins versants.

Avec Omar Bessaoud nous avons pu voir à quel point l'existence de dispositifs juridiques, de plans nationaux ou encore l'adoption de référentiels internationaux était loin d'être suffisante pour répondre aux menaces climatiques et environnementales parce que dans bien des cas les collectivités territoriales et le monde paysan ne sont pas associés.

Il nous a ce titre rappelé que les équilibres des nations dépendent en premier des équilibres entre leurs territoires ruraux et urbains et que pour équilibrer les sols nous avions d'abord besoin d'équilibrer les hommes.

Mme Monica CARDILLO avec son riche état de l'art de la législation en matière de bassins versants - qui nous a en partie replongé dans le droit colonial- a d'une certaine manière éclairé les propos d'Omar Bessaoud sur les limites d'une centralisation du pouvoir en matière de gestion de l'eau et des bassins versants. Merci à elle de nous avoir rappelé de revenir sur le passé, l'histoire du droit à l'eau, pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui.

Enfin avec les interventions de Mme Alessandra Scardigno qui nous a présenté des cas d'études d'agriculture irriguée : leurs limites, les acquis et les perspectives et de Mme Lorenzetti Romina qui nous a présenté les investissements en matière d'irrigation comme une mesure d'adaptation et de résilience à la sécheresse, nous avons pu avoir un bilan condensé des instruments économiques et un panorama des résultats qui mettent en avant la constante nécessité de l'adaptation des outils et instruments mobilisés (Quotas, Tarifications, taxes, subventions…).

En dépit de la grande diversité des interventions, des questionnements communs apparaissent s'agissant des démarches multi-acteurs :

Comment garantir l'équité, l'inclusivité, la représentativité ?

Cela a été dit à maintes reprises, cela passe par des diagnostics multi-dimensionnel et socialement inclusif, par un portage politique et un cadrage institutionnel dédié, par des mécanismes d'évaluation et de transparence, par des mécanismes de facilitation et de médiation, et enfin par un recours à un ensemble d'outils complémentaires, adaptés aux capacités de contribution et aux bénéfices des agents.

S'agissant de l'interface nécessaire entre science et société, une deuxième question émerge : comment faire vivre la collaboration multi parties prenantes dans la durée ?

Et là encore, nous avons eu des pistes comme la reconnaissance des enjeux et de l'expertise mutuelle, la nécessité de penser les déclinaisons à l'échelle du territoire, la construction de la confiance qui permet de mûrir les questions et de passer du corporatisme à l'intérêt général.

Il y a enfin l'un des points les plus importants, l'investissement dans la ressource humaine, dans les apprentissages à divers niveaux et ce jusqu'à l'évaluation participative. Au regard de nos missions au CIHEAM cette dimension nous interpelle tout particulièrement.